

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
Séance du Jeudi 26 Septembre 2024

Effectif du conseil communautaire : 111 membres

Membres en exercice : 111

Quorum : 56

Membres présents : 71

Pouvoirs : 16

Membres votants : 87

Date de la convocation : 20/09/2024

L'an deux mille vingt-quatre et le jeudi vingt-six septembre à 18h00, les membres du conseil communautaire de l'Intercom Bernay Terres de Normandie régulièrement convoqués, se sont réunis au siège de l'Intercom Bernay Terres de Normandie sous la présidence de Monsieur Nicolas GRAVELLE, Président.

Etaient présents : Jean-Michel ADELIN, André ANTHIERENS, Marie-Line BACHELOT, Christian BAISSÉ, Anne BARTHOW, Caroline BEAUMONT, Sabrina BECHET, Valéry BEURIOT, Jean-Noël BONNEVILLE (Suppléant de Philippe BOULLIER), Roger BONNEVILLE, Jérôme BREEMEERSCH, Françoise CANU, Sébastien CAVELIER, Louis CHOAIN, Manuel CHOLEZ, Pascal COGNIN, Jean-Claude DANIEL, Philippe DANNEELS, Jean-Luc DAVID, Frédéric DELAMARE, Patrick DELANOUE, Jean-Pierre DELAPORTE, Edmond DESHAYES, Sylvie DESPRES, Pascal DIDTSCH, François DIEULLE (Suppléant de André VAN DEN DRIESSE), Myriam DUTEIL, Gérard FAUCHE, Sara FERAUD, Pascal FINET, Bernard FORCHER, Jean-Pierre FOSSET (Suppléant de Jocelyne HEURTAUX), Martine FREBERT (Suppléant de Claudine DODELANDE), Claude GEORGES, Martine GOETHEYN, Nicolas GRAVELLE, Jean-Louis GROULT, Patrick HAUTECHAUD, Marine HEULARD (Suppléant de Charles-Edouard DE BROGLIE), Simon JARAIE, Eric JEHANNE, Marie-Christine JOIN-LAMBERT, Jean-Bernard JUIN, Pascal LAIGNEL, Jean-Pierre LE ROUX, Rémy LECAVELIER DESETANGS, Françoise LEDUC, Gérard LELOUP, Janine LEROUVILLOIS, Patrick LHOMME, Dominique MABIRE, Céline MACHADO, Jean-Louis MADELON, Didier MALCAVA, Georges MEZIERE, Nadia NADAUD, Olivier PIQUENOT, Jean PLENECASSAGNE, Marion POULAIN, Jean-Jacques PREVOST, Bruno PRIVE, Françoise ROCFORT, Colette RODRIGUE, Jean-Claude ROUSSELIN, Yves RUEL, Dominique SALIOU (Suppléant de Didier LECOQ), Pascal SEJOURNE, Denis SZALKOWSKI, Marie-Lyne VAGNER, Jean-Louis VILA, Philippe WATEAU.

Etaient absents/excusés : Francis AGASSE, Sandrine BOZEC, Danielle CAMUS, Dominique CIVEL, Philippe COUTEL, Guillaume CROMBEZ, Joël DESCAMPS, Christian DESLANDE, Michèle DRAPPIER, Jean DUTHILLEUL, Sonia GUEDON, Jocelyne HEURTAUX, Marie-Françoise LECLERC, Christelle MONNIER, Josette MUSSET, Camille Brigitte PANNIER, Mickaël PEREIRA, Donatien PETIT, Sébastien ROEHM, Ulrich SCHLUMBERGER, Nicolas SEYS, Michel THOUIN, Jacques VIEREN, Jean-Baptiste VOISIN, Guillaume WIENER.

Pouvoirs : Bernard AUBRY (Donne procuration à Bernard FORCHER), Michel AUGER (Donne procuration à Yves RUEL), Laure BONMARTEL (Donne procuration à Sabrina BECHET), Guillaume BOULAYE (Donne procuration à Olivier PIQUENOT), Camille DAEL (Donne procuration à Marie-Lyne VAGNER), Lucette LECLERCQ (Donne procuration à Dominique MABIRE), Jean-Marie GOSSE (Donne procuration à Patrick LHOMME), Sébastien LERAT (Donne procuration à Valéry BEURIOT), Yannick LUCAS (Donne procuration à Manuel CHOLEZ), Philippe MATHIERE (Donne procuration à Jean-Pierre LE ROUX), Frédérique PARIS (Donne procuration à Louis CHOAIN), Françoise PREYRE (Donne procuration à Jean-Michel ADELIN), Frédéric SCRIBOT (Donne procuration à Pascal FINET), Claude SPOHR (Donne procuration à Philippe WATEAU), Josiane VARAISE (Donne procuration à Frédéric DELAMARE), Jérôme VARANGLE (Donne procuration à Sara FERAUD).

Délibération n° 158/2024 : Approbation de la grille tarifaire de la TEOMi

Il est rappelé qu’en 2021, et suivant l’Art. 1522 bis du code général des impôts, le conseil communautaire a décidé de s’engager dans la mise en place de la tarification incitative par l’installation d’une part incitative sur la TEOM.

Il est rappelé qu’il est nécessaire d’avoir une année complète de comptabilisation des levées pour facturer la part incitative. Ainsi, la présente délibération a pour objet de fixer une grille tarifaire qui sera applicable sur les levées de l’année 2025, avec une facturation en 2026.

Le bureau d’étude Calia Conseil a étudié les perspectives d’évolutions des couts et des tonnages et travaillé une grille tarifaire en conséquence.

Il est ainsi proposé d’établir pour la TEOMI 2026 la répartition suivante :

- Part Fixe : 75% des dépenses projetées ; soit un taux de TEOM de 7,76%.
- Part variable : 25% des dépenses projetées ; soit 0,02€ par litre.

La grille tarifaire pour les levées 2025 facturées en 2026 serait donc :

Part variable - TEOMI	
Tarif au litre (2026)	0,02
Volume du Bacs (en litres)	Tarif/levée
80	1,60
140	2,80
240	4,80
360	7,20
660	13,20
Volume du sac (en litre)	Tarif/dépôt
50	1,00

Le volume du sac correspondant au dépôt possible en point d’apport volontaire dédié disposé dans les communes.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

Considérant que l’Intercom Bernay Terres de Normandie est compétente en matière de collecte des ordures ménagères.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1522 et 1636 A bis ci-dessus mentionnés ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 aout 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance Verte ;

Vu la délibération n°129/2021 sur l’engagement de la collectivité dans la mise en place de la tarification incitative ;

Vu la délibération n° 157/2024 validant la mise en application de la taxe incitative en 2026 sur les levées 2025 ;

Vu l’avis favorable de la Commission déchets réunie le 18 septembre 2024 ;

Sur proposition du Bureau réuni le 19 septembre 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé précédent, après débat et délibéré, **à la majorité absolue des suffrages exprimés des membres présents et représentés :**

✓ **DECIDE** de valider la grille tarifaire présentée ci-avant avec un prix au litre de 0,02€.

Résultats du vote au scrutin ordinaire :

Présents	Pouvoirs	Votants	Abstentions	Suffrages exprimés	Contre	Pour
71	16	87	2	85	2	83

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du président de l'Intercom Bernay Terres de Normandie, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un délai de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations.